I. N. A. O.	
CONSEIL DES AGREMENTS ET CONTRÔLES	
SIQO hors AB	
Dispositions de contrôle communes à l'ensemble des SIQO	
Propositions de modification	
CAC – 2022 – 507	DATE : 27 octobre 2022

1. Présentation du sujet

A l'occasion des travaux sur la rédaction des DCC palmipèdes à foie gras label rouge, il est apparu que, dans les dispositions applicables actuellement, les fréquences de contrôles externes des opérateurs étaient différenciées selon qu'ils étaient ou non adhérents à certaines structures (Organisme de Planification et de Suivi Technique – OPST ou Association d'Opérateurs – AO) mettant en œuvre un suivi des opérateurs, sans que pour autant du contrôle interne ne soit précisé dans les plans de contrôle. Les structures en question étaient habilitées et contrôlées pour ce suivi des opérateurs, pratique qui prendra fin lorsque ces DCC entreront en vigueur, conformément à l'article L. 642-3 du Code rural et de la pêche maritime.

Or, une modulation des fréquences de contrôles officiel entre opérateurs d'une même catégorie n'est envisageable que lorsqu'elle est basée sur l'existence d'un contrôle interne.

Suite à ce constat et afin que les fréquences de contrôle globales soient similaires entre opérateurs au sein d'une même catégorie, les services ont proposé d'inscrire en tant que contrôle interne délégué par l'ODG, les contrôles réalisés par ces structures.

Cette proposition a soulevé deux difficultés aux yeux de la filière :

- le maintien de la responsabilité des ODG en cas de manquements des délégataires (OPST et AO) dans la mise en œuvre du contrôle interne,
- Le fait que les structures délégataires ne puissent disposer d'une habilitation en qualité d'opérateur et ne soient par conséquent plus « sanctionnées » directement par l'organisme de contrôle en cas de défaillance dans la mise en place du contrôle des opérateurs qui leur sont rattachés. L'ODG estimait ne pas disposer de suffisamment de moyens coercitifs en cas de défaillance de son délégataire.

Dispositions existantes relatives au mécanisme de la délégation du contrôle interne :

Pour mémoire, les DCC tous SIQO ont précisé les modalités de délégation du contrôle interne dans le chapitre C :

« En cas de délégation du contrôle interne par l'ODG à un organisme délégataire, la fréquence des évaluations de l'organisme délégataire par l'organisme de contrôle est déterminée selon les mêmes critères que présentés au paragraphe précédent.

Cette évaluation réalisée chez l'organisme délégataire par l'organisme de contrôle doit permettre de s'assurer :

- que son organisation ainsi que ses moyens humains et techniques lui permettent la réalisation des missions déléguées dans le cadre d'une convention signée avec l'ODG ;
- de la réalisation effective des missions déléguées. La vérification de la mise en œuvre effective du contrôle interne sera également évaluée lors de l'évaluation de l'ODG réalisé sur site.

La qualité du contrôle interne est contrôlée selon les mêmes modalités que présentées précédemment.

En tout état de cause, l'ODG reste responsable de la réalisation du contrôle interne. Les insuffisances ou le défaut de réalisation des missions déléguées font l'objet de manquements notifiés à l'ODG. »

En outre la directive INAO-DIR-CAC-6 prévoit que :

« Les contrôles internes peuvent être délégués par l'ODG mais il en reste en tout état de cause responsable. En cas de délégation du contrôle interne, l'ODG doit en informer son organisme de contrôle. Une convention définissant l'étendue de la délégation signée entre l'ODG et le délégataire est tenue à disposition de l'OCO. Cette délégation ne peut être confiée à l'OCO. Les mêmes exigences applicables à l'ODG doivent s'appliquer aux délégataires. ».

En dernier lieu, l'article L. 642-3 du Code rural et de la pêche maritime définit les opérateurs devant solliciter une habilitation pour produire sous signe d'identification de la qualité et de l'origine comme suit : « Constitue un opérateur au sens du présent chapitre toute personne qui participe effectivement aux activités de production, de transformation, d'élaboration ou de conditionnement prévues par le cahier des charges d'un produit bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine. »

Les organismes qui réalisent le contrôle interne par délégation ne peuvent donc pas être reconnus en qualité d'opérateurs uniquement au titre de cette mission.

2. Proposition de modifications apportées aux DCC tous SIQO

Suite à des discussions entre l'ODG et les services, il a été proposé de modifier les DCC tous SIQO pour apporter des précisions sur la délégation de contrôle interne, permettant de lever les difficultés existantes aux yeux de la filière.

Le groupe de travail du CAC DCC tous SIQO s'est réuni le 6 septembre 2022 pour étudier cette proposition.

Le groupe de travail propose la modification suivante (ajout de la partie surlignée dans le texte actuel du chapitre C des DCC tous SIQO) :

En tout état de cause, l'ODG reste responsable de la réalisation du contrôle interne. Les insuffisances ou le défaut de réalisation des missions déléguées font l'objet de manquements notifiés à l'ODG. Les évaluations supplémentaires ou additionnelles notifiées en mesure de traitement de ces manquements ainsi que les avertissements s'appliquent aux organismes délégataires concernés ainsi qu'à l'ODG dans les conditions précisées ci-dessus. La convention de délégation du contrôle interne mise en place entre l'ODG et son signataire peut prévoir une disposition permettant la remise en cause de la délégation sur la base des conclusions de l'évaluation conduite par l'organisme de contrôle. Les fréquences de contrôle doivent être respectées même en cas de remise en cause de cette délégation. »

Cette proposition permet d'apporter des précisions aux conditions de délégation notamment sur la possibilité de prendre des mesures à l'égard des délégataires, en précisant toutefois que toutes les mesures affectant le certificat ne peuvent s'appliquer à ces organismes puisque ces derniers ne sont pas détenteur du certificat.

Néanmoins, les évaluations supplémentaires ou additionnelles ainsi que les avertissements peuvent s'appliquer à ces structures.

Il n'en demeure pas moins que l'ODG, détenteur du certificat, doit rester vigilant sur les conclusions de l'évaluation de ses délégataires, celles-ci étant susceptibles à terme de remettre en cause le certificat collectif. Les conventions conclues entre les ODG et les délégataires peuvent prévoir une disposition permettant de remettre en cause la délégation suite aux conclusions de l'évaluation conduite par l'OC.

3. Conclusion

Le Conseil des agréments et contrôles est invité à prendre connaissance de ces éléments et à rendre un avis sur le projet de modification des dispositions de contrôle communes à l'ensemble des SIQO hors agriculture biologique.

Fait le 14 octobre 2022